

"Il n'y a pas de purge au sein de l'armée burundaise !"

Deutsche Welle, 04.02.2017 Aimée Laurentine Kanyana, le ministre de la Justice du Burundi, dément les accusations de l'opposition au sujet de l'armée et des ex-FAB. Au Burundi, plusieurs sources affirment que les ex-FAB, forces armées burundaises, à majorité tutsie, sont dans le collimateur du pouvoir et seraient victimes d'exactions : emprisonnement injustifiés, assassinats ciblés...

En septembre 2016, Pierre Claver Mbonimpa, le président de l'APRODH, déclarait lui aussi que des militaires appartenant à l'ancienne armée burundaise d'avant 2002, les ex-FAB étaient menacés par le pouvoir. Les autorités accuseraient les ex-FAB d'être proches de l'opposition et des mouvements armés qui attaquent de manière sporadique certaines garnisons du pays, comme celle camp de Mukoni, dans le nord du pays, la semaine dernière. L'Association pour la Promotion des Droits de l'Homme, s'était par ailleurs déjà plainte du non-respect de la parité Hutu-Tutsi instaurée dans la Constitution en vertu des accords d'Arusha signés en 2000.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});